

Le nouvel axe gauche-droite

Économie. Alors que l'Etat prépare pour la rentrée des Assises de la mobilité, les élus havrais, toutes couleurs politiques confondues, tentent d'intervenir auprès du Premier ministre pour relancer l'axe Seine et les investissements nécessaires en matière portuaire.

Afin de « prolonger et d'amplifier différentes démarches engagées précédemment pour réclamer les investissements dont le port du Havre a besoin, et dans la perspective des Assises de la mobilité annoncées en septembre par le gouvernement », **Jean-Paul Lecoq**, député PCF de la 8e circonscription de la Seine-Maritime, vient d'écrire au Premier ministre, **Édouard Philippe**, qu'il connaît bien pour avoir été l'un de ses vice-présidents à l'agglomération du Havre, pour lui demander de recevoir une délégation d'élus et de représentants des différents acteurs de la communauté maritime et portuaire havraise. « Comme vous le savez, écrit-il, les territoires qui composent l'axe Seine représentent un tiers du PIB national et 5 millions d'emplois. Le complexe industrialo-portuaire du Havre, atout économique et stratégique majeur de notre pays, compte 32 000 emplois, dont 14 400 dans le maritime et le portuaire. Un secteur qui regroupe localement 1 138 entreprises et établissements ».

« Priorité nationale »

« Malgré ce poids, malgré ces atouts, les précédents gouvernements se sont refusés à doter le port du Havre des investissements nécessaires à son avenir. À titre d'exemple parmi tant d'autres, votre prédécesseur a annoncé, lors de sa venue à Rouen en début d'année, 300 millions d'euros d'apport de l'État en faveur du développement de l'axe Seine au cours des prochaines années. Un engagement sans commune mesure avec les 2 milliards qu'il est prévu d'investir dans le plan de financement du Canal Seine-Nord au service des ports concurrents de l'Europe du Nord », souligne Jean-Paul Lecoq.

« Faut-il ainsi rappeler que le trafic combiné ferroviaire, qui concourt à minimiser l'empreinte écologique d'un port représente actuellement seulement 4,4 % du trafic global du port du Havre, alors même que les ports concurrents situés au nord mettent en valeur des parts de trafic ferroviaire comprises entre 10 et 30 % ? Ayant appris ces derniers jours l'organisation par le ministère des Transports, d'Assises de la mobilité à la

rentrée pour préparer une loi de programmation sur les transports à compter de 2018, il me semble essentiel que la question de l'investissement portuaire dans le cadre des investissements qui seront proposés dans cette future loi puisse faire l'objet d'un traitement tout particulier », estime le député, ancien maire de Gonfreville-l'Orcher.

Et l'élue communiste de conclure : « Ce n'est pas qu'une question d'intérêt local mais bien de priorité nationale. Afin de vous exposer ces différentes problématiques, je sollicite une audience dans les meilleurs délais pour une délégation que je me propose de constituer à cet effet avec des élus locaux et des représentants des différents acteurs portuaires du Havre ». Jean-Paul Lecoq se dit « persuadé » de pouvoir compter sur « l'écoute » du Premier ministre.



Le port du Havre attend depuis des années de nouveaux investissements en termes d'infrastructures. À gauche, Jean-Paul Lecoq en visite début mars sur les terminaux portuaires



Investissements

Générale de Manutention Portuaire (GMP) au Havre vient d'investir dans seize nouveaux cavaliers sur le Terminal de France à Port 2000. Mais l'entreprise de manutention qui emploie 1150 salariés, dont 972 dockers, a également souhaité augmenter la capacité de ses portiques afin de pouvoir traiter des porte-conteneurs de plus en plus grands et de plus en plus larges. GMP, qui a injecté plusieurs dizaines de millions d'euros pour adapter son outillage, motive également ses investissements par le fait qu'elle compte parmi ses clients deux des plus grandes alliances maritimes actuelles, Océan Alliance et The Alliance.

AGNÈS CANAYER : « IL Y A UNE CARTE À JOUER »

La sénatrice seinomarine Agnès Canayer (LR) a récemment interpellé la ministre des Transports Elisabeth Borne sur la compétitivité de l'axe Seine. Elle attend désormais des actes.

Quel est le sens de votre intervention ?

■ **Agnès Canayer** : « Il n'y a pas de nouvelles craintes mais nous avons un nouveau gouvernement face à nous, il est important de le sensibiliser aux problèmes persistants, que ce soit sur la gouvernance des infrastructures, sur le modèle économique... C'est un enjeu stratégique pour la France à l'heure où le commerce international et maritime se réorganise, où la concurrence entre les ports français et internationaux s'accroît, où les investissements privés à Rotterdam et Anvers augmentent. Il y a des freins et des verrous sur les ports français qu'il faut faire sauter ».

Quels problèmes pointez-vous ?

■ « Des problèmes entre les instances qui dirigent les ports et les instances économiques. La fiscalité foncière auxquels sont soumis les ports



Agnès Canayer, sénatrice de la Seine-Maritime

et dont ils étaient exonérés avant : on parle de millions d'euros qui freinent les investissements. Des infrastructures ferroviaires qui n'avancent pas alors que ça permettrait la massification des transports maritimes... La ministre en a conscience et s'est engagée à la mise en œuvre de la ligne Serqueux-Gisors. Elle avance également une réflexion plus globale à l'occasion des assises de la mobilité cet automne. Ce qui est important, c'est que le gouvernement en-

tende que l'absence de vision nationale et d'ambition pour les ports pénalise la France. Or, aujourd'hui, il y a une vision régionale, voire locale des ports alors que des ports comme Le Havre et Marseille sont des enjeux nationaux ».

Votre question arrive au moment où le canal Seine Nord (CSN) est gelé. C'est le moment de renforcer l'axe Seine ?

■ « Le CSN n'est pas une menace s'il y a une vraie politique maritime et portuaire. Aujourd'hui, il n'y a pas de réflexion nationale et l'on oppose les ports et les territoires. Le CSN ne favorise pas la Normandie et l'axe Seine. Mais si l'on garantit le développement de l'axe Est-Ouest, ce n'est pas un handicap. Si on ouvre plus sur l'hinterland européen, si on booste la voie ferroviaire... Le port du Havre a des atouts exceptionnels de localisation et d'accessibilité. Si on impose une stratégie nationale et que les ports français sont soutenus comme les ports européens, il y a une carte à jouer ».

PROPOS RECUEILLIS PAR ANTHONY QUINDROIT
a.quindroit@presse-normande.com

24 HEURES EN NORMANDIE

■ **La Cerlangue.** A 14 ans, Lucien Vaudry sait déjà ce qu'il veut faire dans la vie : être pilote de moto professionnel. Licencié dans le Calvados, au Motos Actives de Vendevre, le garçon qui habite à La Cerlangue, près de Tancarville, pratique la vitesse sur une Yamaha 125 cm³. Fils d'un pilote de moto - « depuis tout petit, je suis bercé dans ce milieu », dit-il - Lucien a commencé la compétition il y a trois ans. Le futur lycéen (il vient d'obtenir le brevet des collèges avec la mention très bien) évolue déjà en championnats de France.



Lucien Vaudry, motard ambitieux

■ **Évreux.** Alors que la construction d'une mosquée le long du boulevard du 14-Juillet à Évreux est au point mort, un autre projet est en train de voir le jour dans le quartier de La Madeleine. Porté par l'association Le chemin de la réussite, un projet d'extension du lieu de culte est lancé. Le permis de construire a été validé le 21 février 2017. Il prévoit la création de dix salles d'enseignement théologique et de trois salles de prière. La capacité d'accueil sera portée à 1 066 fidèles (maximum).

■ **Dieppe.** Grâce à un formidable élan de solidarité, Noimot Alausa et ses trois enfants ne seront pas à la rue. La famille d'origine nigériane, menacée d'expulsion fin 2016, qui a finalement pu rester en France et tente, actuellement, de régulariser sa situation, a reçu 3 950 euros, via une plateforme de financement participatif. Les membres de l'association Un toit pour tous estiment que la famille pourra ainsi payer six mois de loyer. Un délai qui, ils l'espèrent, permettra à Noimot de trouver un travail.

■ **Rouen.** Depuis quelques jours, l'écoquartier Flaubert et la future ligne Teor T4 entrent dans une nouvelle phase. Deux remblais vont se succéder, le premier vient de débiter le long de l'avenue Jean-Rondeaux afin d'élargir l'artère. 50 000 tonnes de matériaux prélevés au large de Ouis-treham viennent par barge, puis par camion jusqu'au chantier rouennais. À l'automne, ce sont les 90 ha du site de l'écoquartier qui vont être rehaussés de six mètres. En 2019, sont attendus les premiers immeubles : 400 logements et 16 000 m² de bureaux.